

Compte-rendu de l'exposé sur l'anarchisme du 21/5/2000

Nous ouvrons aujourd'hui une discussion sur l'anarchisme alors que la résurgence de groupes, d'organisations se réclamant de l'anarchisme ou même l'intérêt que suscitent ATTAC, les actions « anti-mondialisation », montrent que de nombreux travailleurs et jeunes sont à la recherche d'une issue, d'une solution à la crise de la société, du système capitaliste.

Pour autant, ce regain d'intérêt est-il l'expression de la recomposition du mouvement ouvrier sur l'axe du combat pour la révolution, pour le socialisme ?

Ce n'est pas un hasard si c'est l'anarchisme, à l'origine courant politique du mouvement ouvrier, qui resurgit aujourd'hui. En effet, dès le départ, l'anarchisme s'est opposé au marxisme sur la question de la prise du pouvoir par le prolétariat. Le rejet de la décomposition de la société bourgeoise, du travail servile, de la misère, du contrôle moral de la bourgeoisie et de son État amènent des couches de travailleurs et de jeunes à la recherche de solutions. Les groupes qui se réclament de l'anarchisme tentent de capter cette aspiration à combattre la société bourgeoise, son État et ses représentants pour la dévoyer du combat efficace : la révolution socialiste.

Nous allons montrer que l'histoire de l'anarchisme, ses prises de position et son activité actuelle ne sont en rien axées sur la construction d'organisations révolutionnaires (ouvrières et de la jeunesse) mais au contraire participent du débousolage politique de la classe ouvrière et de la jeunesse. Pourtant la question centrale pour la classe ouvrière aujourd'hui c'est le combat pour la prise du pouvoir ce qui nécessite de construire un Parti Ouvrier Révolutionnaire.

Les origines de l'anarchisme

L'anarchisme a été un courant du mouvement ouvrier. Au XIX^{ème} siècle, quatre courants réactionnaires dits socialistes existaient. Dans le Manifeste du Parti Communiste (MPC) Marx et Engels les présentaient ainsi : le socialisme féodal alimenté par « *les aristocraties française et anglaise, qui de par leur position historique, eurent pour vocation d'écrire des pamphlets contre la société bourgeoise* » ; le socialisme petit-bourgeois qui entendait « *rétablir les anciens moyens de production et d'échange et avec eux les rapports de propriété antérieurs et toute l'ancienne société* » (régime corporatif) ; le socialisme allemand ou « vrai » de la bourgeoisie allemande en lutte contre l'absolutisme féodal reprenant à son compte les revendications de la révolution française sur le terrain des intérêts de « l'essence humaine » et non de ceux du prolétariat ; le socialisme conservateur ou bourgeois « *cherchant à porter remède aux anomalies sociales afin d'assurer la continuité de la société bourgeoise* ». (MPC)

L'anarchisme est issu à la fois du socialisme petit-bourgeois de par sa base sociale (petits propriétaires terriens, artisans) et du socialisme conservateur qui tentait « *de dégoûter la classe ouvrière de tout mouvement révolutionnaire en lui démontrant que ce n'était pas telle ou telle transformation politique mais seulement une transformation des conditions matérielles de vie et des conditions économiques qui pouvaient leur profiter* » (...) « *Citons comme exemple, la Philosophie de la Misère de Proudhon. Les bourgeois socialistes veulent les conditions de vie de la société moderne sans les luttes et les dangers qui en découlent fatalement. Ils veulent la bourgeoisie sans le prolétariat.* » (MPC). Proudhon s'est violemment opposé au combat pour la défense de la valeur de la force de travail ouvrière, au combat pour l'augmentation des salaires, à l'organisation en « coalitions », en syndicat.

Ces conceptions correspondent aux prémices du développement de la grande industrie ; c'est particulièrement vrai en France au milieu du XIX^{ème} siècle, où en retard sur l'Angleterre, l'accumulation capitaliste laissait encore briller les derniers feux des manufactures voire les anciens métiers des corporations. C'est de cette population ouvrière que se dégageaient les meilleurs proudhoniens.

C'est la période de constitution du mouvement ouvrier pendant laquelle le prolétariat commence à s'organiser comme classe « en soi ». Mais ensuite l'anarchisme est devenu réactionnaire dans la mesure où il s'oppose à tout mouvement politique propre de la classe ouvrière constituée « pour soi » contre la bourgeoisie et son État, se portant candidate au pouvoir pour abolir le salariat.

Aujourd'hui les groupes anarchistes indiquent eux-mêmes qu'ils vivent sur la base de la décomposition du mouvement ouvrier :

« *Nous vivons la période historique la plus favorable à l'anarchisme depuis 1917* », Le Monde libertaire, l'anarchisme aujourd'hui, 19/2/97

« Les idées d'action directe, d'autogestion se sont propagées lentement à mesure que régressaient les croyances en la vertu progressiste de la dictature du prolétariat et de l'État ouvrier. », Le Monde libertaire, pour l'anarcho-syndicalisme, 19/3/97.

Un défenseur de l'anarchisme tire ainsi le bilan de la destruction de l'URSS, de la restauration du capitalisme :

« Il s'agit de comprendre pour quelles raisons le capitalisme ne paraît pas avoir été ébranlé par plus d'un siècle de « lutte finale ». A l'évidence, sa capacité de résistance et d'adaptation a été sous-estimée. Mais il faut également tenir compte des conséquences de l'emprise du marxisme et, à travers lui, de l'idéologie bourgeoise sur le mouvement ouvrier. Il convient donc de revenir à Marx, « le théoricien et l'artisan principal de la contamination du mouvement ouvrier [...] par l'imaginaire capitaliste, par les idées de la centralité de la technique, de la production, de l'économie... » (Castoriadis) », Michel Barillon, D'un mensonge déconcertant à l'autre.

Les groupes se réclamant de l'anarchisme s'opposent à la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire, de l'Organisation Révolutionnaire de la Jeunesse, au combat pour la prise du pouvoir par le prolétariat, au socialisme, à l'expropriation du capital et la réorganisation de la production en fonction des besoins des masses exploitées, selon un plan élaboré sous contrôle ouvrier.

Pourtant les révolutions, les processus révolutionnaires, produits de la spontanéité des masses intervenant sur la scène de l'histoire ne peuvent être victorieux sans un parti ouvrier révolutionnaire .

En 1924, Léon Trotsky expliquait dans les Leçons d'octobre :

« Après octobre, il semblait que les événements en Europe se développaient d'eux-mêmes, avec une telle rapidité qu'ils ne laissaient même pas le temps d'assimiler théoriquement les leçons d'octobre. Mais il s'est avéré qu'en l'absence d'un parti capable de le diriger, le coup de force prolétarien devenait impossible. Le prolétariat ne peut s'emparer du pouvoir par une insurrection spontanée. »

Qu'est-ce que l'anarchisme ?

Daniel Guérin qui se réclamait de l'anarchisme a publié en 1965 un ouvrage dans lequel il affirme :

« Le traits de l'anarchisme sont difficiles à cerner. Ses maîtres n'ont presque jamais condensé leur pensée en des traités systématiques (...). De plus il existe aussi bien des sortes d'anarchisme. »

Cette non-définition est en elle-même une définition :

« Le refus de l'autorité, l'accent mis sur la priorité du jugement individuel incitent particulièrement les libertaires à faire profession d'auto-dogmatisme. »

C'est en fait un trait de l'idéalisme petit bourgeois tel que Trotsky le présentait en 1921 :

« Liberté pour lui-même et ses semblables. Liberté d'échapper à tout contrôle, à toute discipline et même autant que possible à toute critique. »

« Lorsque notre « démocrate » va et vient de droite à gauche, et de gauche à droite, il croit voir là réalisée une salutaire liberté de penser. Et lorsque nous émettons un jugement d'un point de vue marxiste sur les fluctuations d'un intellectuel petit bourgeois affolé, il considère cela comme une atteinte à sa personne. »

Trotsky reprend d'ailleurs les jugements de Marx sur Proudhon. Il faut rappeler qu'en 1865, Marx écrivait à J.Schweitzer :

« Il importe de ne pas oublier qu'au moment où je déclarais et prouvais théoriquement que le livre de Proudhon n'était que le code des socialistes petits-bourgeois, ce même Proudhon fut anathématisé comme ultra et archi-révolutionnaire à la fois par des économistes et des socialistes. C'est pourquoi plus tard je n'ai jamais mêlé ma voix à ceux qui jetaient les hauts cris sur sa « trahison » de la révolution. Ce n'était pas sa faute si, mal compris à l'origine par d'autres comme par lui-même, il n'a pas répondu à des espérances que rien ne justifiait. »

On peut reprendre également ce qu'indique le Manifeste du Parti communiste concernant les socialistes critico-utopiques (Saint-Simon, Fourier, Owen), et cela vaut aussi pour Proudhon comme pour Bakounine :

« ... si à beaucoup d'égard, les fondateurs de ces systèmes étaient des révolutionnaires, les sectes formées par leurs disciples sont toujours réactionnaires, car ils s'obstinent à opposer les vieilles conceptions des maîtres à l'évolution historique du prolétariat. »

Marx contre Proudhon : conception matérialiste de l'histoire contre idéalisme petit bourgeois

Proudhon avait une conception idéologique de l'histoire :

« Nous ne faisons point une histoire selon l'ordre des temps mais selon la succession des idées. »

Marx réaffirme contre cette conception les positions exprimées dans l'Idéologie allemande (1844) :

« Les mêmes hommes qui établissent les rapports sociaux conformément à leur productivité matérielle produisent aussi les principes, les idées, les catégories, conformément à leurs rapports sociaux. Aussi ces idées, ces catégories sont aussi peu éternelles que les relations qu'elles expriment . Elles sont des produits historiques et transitoires. » Misère de la philosophie (1846-47)

Dans son étude sur les rapports de propriété (Qu'est-ce que la propriété ?), Proudhon ne fait pas d'analyse réelle des rapports de production, mais il part de la notion juridique de la propriété, des superstructures bourgeoises. C'est pourquoi Marx explique :

« Au lieu de considérer les catégories économiques comme des expressions théoriques des rapports de production historiques correspondant à un degré déterminé du développement de la production matérielle, son imagination les transforme en idées éternelles préexistant à toute réalité, et de cette manière, par un détour, il se retrouve à son point de départ, le point de vue de l'économie bourgeoise. », Lettre à J.B Schweitzer

Marx a combattu à l'intérieur de l'Association Internationale du Travail (AIT) contre les proudhoniens qui se situaient uniquement sur le terrain de la « lutte sociale ». Marx constatait que le processus de la lutte des classes liait dans les faits combat social, économique et combat politique. Plus encore, il considérait (comme Lénine le reprendra plus tard) que lorsque le prolétariat se situe uniquement sur le terrain social, économique non seulement son combat en est émasculé mais encore cela le soumet de facto à la direction politique des forces bourgeoises.

« Il n'y a jamais de mouvement politique qui ne soit social en même temps. Ce n'est que dans un ordre des choses où il n'y aura plus de classe et d'antagonisme de classes que les évolutions sociales cesseront d'être des révolutions politiques. »

Marx conclut « Misère de la philosophie » en faisant sienne, explicitement contre Proudhon, la phrase de Georges Sand : « *Le combat à mort : la lutte sanguinaire ou le néant. C'est ainsi que la question est invinciblement posée.* »

Pourquoi la classe ouvrière doit-elle prendre le pouvoir ?

« Toutes les classes qui, dans le passé, se sont emparées du pouvoir essayaient de consolider leur situation déjà acquise en soumettant l'ensemble de la société aux conditions qui leur assuraient leur revenu. Les prolétaires ne peuvent s'emparer des forces productives sociales qu'en abolissant le mode d'appropriation qui leur était particulier et, par suite, tout le mode d'appropriation en vigueur jusqu'à nos jours. Les prolétaires n'ont rien à sauvegarder qui leur appartienne : ils ont à détruire toute sécurité privée, toute garantie privée antérieure.

Tous les mouvements autonomes ont été, jusqu'ici, accomplis par des minorités ou dans l'intérêt de minorités. Le mouvement prolétarien est le mouvement autonome de l'immense majorité dans l'intérêt de l'immense majorité. Le prolétariat, couche inférieure de la société actuelle, ne peut se mettre debout, se redresser, sans faire sauter toute la superstructure des couches qui constituent la société officielle » (MPC) (c'est-à-dire sans détruire toute la machine d'État bourgeoise).

Les anarchistes et Marx : le combat au sein de l'AIT

L'orientation de Proudhon est axée principalement sur l'abolition de l'héritage afin de former des communautés de petits propriétaires, de paysans, d'artisans, ce qui constitue un retour au système féodal de production. C'est en cela que l'anarchisme est un courant complètement réactionnaire. Durant les années 1860, alors qu'une vague de grèves se développe en Europe et aux Etats-Unis, les anarchistes dirigés par Bakounine défendent au sein de l'AIT les mots d'ordre de l'abolition complète de l'héritage, de l'égalité des classes, de l'abolition de tout État.

D'après les anarchistes, le prolétariat ne doit pas avoir une activité proprement politique mais il doit se cantonner à user de la grève générale comme seule arme contre la bourgeoisie. Enfin, l'Internationale ne doit pas être une organisation centralisée, chaque groupe doit être autonome.

Cette orientation aboutit à interdire au prolétariat de s'organiser indépendamment de la bourgeoisie, de construire un parti ouvrier révolutionnaire, de centraliser son combat contre l'État bourgeois.

En opposition Marx défendait le programme du Manifeste du Parti Communiste : abolition de la propriété privée des moyens de production, abolition des classes, et bien sûr construction d'un parti de classe pour la prise consciente (organisée) du pouvoir d'État par le prolétariat.

Entre Marx et Bakounine, l'histoire a tranché :

- La Commune de Paris a démontré que la dictature du prolétariat est possible et nécessaire même si Marx considérait que les conditions objectives pour la révolution socialiste n'étaient pas encore réalisées : « *Il montent à l'assaut du ciel* ». Il affirmait que la Commune est « *la forme enfin trouvée de la domination de la classe ouvrière* ». Le Comité central de la garde nationale a joué le rôle de gouvernement ouvrier.

- La Commune a prouvé la nécessité d'une activité politique ouvrière ordonnée, organisée, centralisée, la nécessité que le prolétariat se constitue en parti politique, la nécessité de construire un parti ouvrier révolutionnaire. Marx et Engels dissolvent l'AIT et affirment : « *la prochaine internationale ne pourra être que marxiste* ».

L'anarchisme dans l'histoire du mouvement ouvrier

A la fin du XIX^{ème}, avec le retard de l'industrialisation, la France ne compte que 600 000 syndiqués contre 2.5 millions en Allemagne et 4 millions en grande Bretagne. Au tournant du XX^{ème} siècle l'essor de l'anarcho-syndicalisme en France naît en réaction aux tendances du Parti socialiste (Section Française de l'Internationale Ouvrière) à rassembler « *tous les côtés négatifs de la II^{ème} Internationale* », Trotsky, Le mouvement communiste en France. Le syndicalisme révolutionnaire fut une forme de protestation contre les aspects réformistes de la SFIO : collaboration de classe dans le cadre de prises de positions nationalistes, adaptation croissante à la démocratie bourgeoise (parlementarisme, suffrage universel...).

Mais la lutte contre le réformisme parlementaire devint une lutte contre la politique en général. Le syndicalisme révolutionnaire prôna « l'action directe des masses », en réalité la politique de la « minorité agissante » contre la nécessité de construire un parti ouvrier révolutionnaire. Et en Août 1914, les anarchistes, comme la direction de la CGT et celle de la SFIO se rallient à l'Union Sacrée (sauf une petite minorité, dont Monatte et Rosmer) et trahissent ainsi ouvertement les intérêts de la classe ouvrière en la conduisant à la boucherie.

Le cas espagnol

Il est intéressant de voir comment dans cette période l'anarchisme s'est développé en Espagne. Au début du XX^{ème} siècle, l'Espagne était un pays arriéré doté d'une structure agraire moyen-âgeuse et qui comptait 70% de population active agricole.

Sur 21 millions d'habitants, il y avait 2-3 millions d'ouvriers (comme en Russie), 1 million d'artisans, et 2 millions de personnes appartenant à l'oligarchie ecclésiastique, bourgeoise et militaire.

Le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE) adhère à la II^{ème} Internationale en 1879 et en 1888 les travailleurs espagnols constituent le syndicat de l'Union Générale du Travail (UGT).

C'est dans le cadre des mouvements de classe du début du siècle comme l'insurrection ouvrière de Barcelonne en 1909 contre l'intervention au Maroc que la Confédération Nationale du Travail (CNT) – anarcho-syndicaliste - est créée en 1910. Elle jouera un rôle important dans les grèves insurrectionnelles du début du siècle comme en 1916-1917 lors des grèves générales liées à l'impact de la révolution russe.

En effet, le mouvement anarcho-syndicaliste subit l'attrait de la révolution russe, une authentique recomposition du mouvement ouvrier sur l'axe de la révolution prolétarienne s'amorce dans l'État espagnol comme ailleurs.

En 1919-23, la CNT compte 1 million d'adhérents, l'UGT n'en regroupe que quelques milliers. La CNT se développe par opposition au PSOE, réformiste alors même qu'il n'existe pas de régime parlementaire en Espagne. En 1919, la CNT adhère provisoirement à la III^{ème} Internationale et en 1921, une délégation de la CNT assiste au III^{ème} Congrès de l'Internationale Communiste. Nin et Maurin prennent part à la fondation de l'Internationale syndicaliste rouge (ISR).

En 1919, la grève générale en Catalogne est suivie d'une dure répression contre la CNT et l'UGT. Le mouvement ouvrier espagnol reflue avec la dictature et l'assassinat de militants ouvriers révolutionnaires. La révolution russe restée isolée connaît des difficultés. En 1922, la CNT rompt avec l'Internationale Communiste et en 1923 le Parti Communiste Espagnol (PCE) est créé par une fraction de la CNT et deux fractions issues du PSOE. A partir de 1922 s'ouvre une période de clandestinité et de crise qui aboutit à la multiplication des courants anarchistes : CNT néo-réformiste soutenant la République bourgeoise, tendance de syndicalistes hésitants, putschistes terroristes (FAI : Fédération anarchiste ibérique, en 1927, issue du PCE.)

La Révolution espagnole, ou le tombeau politique de l'anarchisme

L'issue de la révolution espagnole était un enjeu mondial de la lutte des classes. Léon Trotsky estimait que l'avenir de l'URSS se jouait en Espagne.

En mai 1936 la CNT restait fidèle à l'orientation politique désastreuse du mouvement anarchiste. Refusant de tirer les leçons de la Commune de Paris, quelques mois avant le coup d'état militaire du 18 juillet 1936, le congrès de Saragosse de la CNT adoptait la motion suivante : « *Une fois conclue la phase violente de la révolution, seront déclarés abolis la propriété privée, l'Etat, le principe d'autorité et par conséquent les classes qui divisent les hommes en exploités et exploités, oppresseurs et opprimés. Une fois la richesse socialisée, les organisations de producteurs enfin libre se chargeront de l'administration directe de la production et de la consommation.* »

Affublés d'un tel programme niant la nécessité de la dictature du prolétariat par la constitution d'un État ouvrier, les dirigeants de la CNT acceptent en septembre 1936 de participer au gouvernement « républicain » (bourgeois) de front populaire aux côtés des réformistes social-démocrates et des staliniens. Ce faisant, ils ont permis l'écrasement du mouvement révolutionnaire par la bourgeoisie et la bureaucratie du Kremlin : le 18 novembre 1936 l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste reconnaissent Franco et interviennent militairement à ses côtés (la France et la Grande-Bretagne se réfugieront dans la « non-intervention »).

Trotsky présente ainsi la position des anarchistes : « *Les dirigeants de la CNT et de la FAI ont déclaré eux-mêmes après l'insurrection de mai 1937 : « si nous avions voulu, nous pouvions prendre le pouvoir à n'importe quel moment parce que toutes les forces étaient de notre côté, mais nous ne voulions d'aucune dictature », etc. Ce que les laquais anarchistes de la bourgeoisie voulaient ou ne voulaient pas n'est à long terme qu'une question secondaire. Mais ils ont reconnu que le prolétariat insurgé était assez fort pour prendre le pouvoir.* », Œuvres, tome 20.

La CNT, la FAI ont capté et dévoyé les aspirations révolutionnaires des masses, leur rejet du réformisme social-démocrate et du stalinisme. Ces organisations ont été (ainsi que le POUM – Parti Ouvrier d'Unification Marxiste) des écrans, des obstacles à la construction d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire. Le prolétariat espagnol, le prolétariat mondial l'ont chèrement payé.

La CNT en France

- Acte de naissance :

À l'issue du congrès de la CGT en 1946, des militants déclarent demeurer fidèles aux orientations du syndicalisme révolutionnaire et se regroupent dans un comité de défense syndicaliste. Ils dénoncent le fait que la CGT opte pour « l'action parlementaire, partisane et gouvernementale », acceptant de transformer le syndicat en rouage de l'État.

Mais si en 1944-46 l'appareil stalinien a participé à la reconstitution de l'État bourgeois en cadenassant le mouvement révolutionnaire des masses pour lui interdire de poser la question du pouvoir, la CGT n'était pas pour autant « un rouage de l'État » comme l'ont prétendu les anarchistes. Ils dénoncent la politique de la social-démocratie et du stalinisme (en l'assimilant au bolchevisme) alors qu'eux-mêmes ont participé au gouvernement de Front populaire en Espagne qui étrangua la révolution en la désarmant politiquement.

En 1946, la CGT est unifiée. La création de la CNT lui donne un caractère de division du mouvement ouvrier. Alors qu'en 1947, lors de la scission FO –CGT, les trotskistes combattaient pour l'unité : « une seule classe ouvrière, un seul syndicat ! », beaucoup de militants quittent la CNT.

Après 1968, les anarchistes (comme d'autres gauchistes décomposés) vont à la CFDT ce qui lui donne une apparence « radicale », « révolutionnaire », voire « ouvrière ». Cela sert les intérêts du syndicat chrétien qui avait besoin à ce moment-là d'une image plus « gauche » afin de mieux drainer puis de mieux dévoyer les travailleurs. Mais l'entrée de ces groupes à la CFDT exprime le refus de combattre la politique des appareils staliniens et sociaux-démocrates.

- Orientation :

« *L'anarcho-syndicalisme ne peut être confondu avec un syndicalisme de lutte de classes de type CGT ou pseudo-autogestionnaire de type CFDT. Ce ne sont pas les dirigeants de ces syndicats que nous mettons en cause, ce sont ces modèles syndicaux eux-mêmes.* » Le combat syndicaliste, n°90, été 1989. Ainsi l'anarcho-syndicalisme s'affirme contre le syndicalisme ouvrier, organisation élémentaire rassemblant la classe ouvrière face à la bourgeoisie.

Les dirigeants de la CNT mettent dans le même sac les Comités d'Entreprise (CE) et Commission Technique Paritaire (CTP) avec les conseils des Prud'hommes et les Délégués du Personnel (DP). Les CE et les CTP sont des organes de collaboration de classes. Les trotskistes combattent au sein des organisations syndicales pour que les dirigeants syndicaux les boycottent à tous les niveaux.

En revanche, les Prud'hommes et les DP sont des acquis ouvriers. Les Prud'hommes sont un recours juridique limité (par la parité représentants patronaux/représentants syndicaux) mais il permettent de combattre réellement l'arbitraire patronal. Acquis de la grève à caractère révolutionnaire de 1936, les délégués du personnel, élus par l'ensemble des travailleurs, protégés par le code du travail, peuvent organiser le combat ouvrier sur le lieu même de l'exploitation capitaliste.

Après avoir rejeté les délégués du personnel en boycottant les élections sous prétexte qu'il y avait là « un danger de collaboration de classe », la CNT y participe aujourd'hui.

Alors que c'est par les accords de Grenelle que les dirigeants confédéraux CGT et FO liquidèrent la grève générale de mai-juin 68, la CNT salue « *la nouveauté sociale, et l'un des rares points remarquables des accords de Grenelle, fut la création du délégué syndical et de la section syndicale d'entreprise* ». Pourtant, les sections d'entreprise visaient et visent au « partenariat social », c'est-à-dire à l'association des dirigeants syndicaux à la défense des intérêts de la bourgeoisie.

Les trotskistes interviennent dans les organisations syndicales car ce sont des organes élémentaires de défense et d'organisation de la classe ouvrière. L'objectif étant d'y conquérir la majorité en combattant pour la réalisation du front unique des organisations syndicales, pour un combat classe contre classe, sur un programme de défense de la classe ouvrière et de ses organisations. Aujourd'hui, même s'il y a une désaffection syndicale du fait de la trahison des intérêts ouvriers par les dirigeants confédéraux, les syndicats ouvriers continuent à centraliser les voix de la classe ouvrière lors des élections professionnelles. Ce vote exprime l'aspiration des travailleurs à défendre leurs acquis, leurs syndicats.

- Contre la défense de la valeur de la force de travail :

Les groupes anarchistes combattent contre la défense des qualifications, des acquis ouvriers. En effet, si l'on examine les quelques positions de la CNT sur l'enseignement public, il est clair que les anarchistes refusent de défendre les points d'appui dont disposent la classe ouvrière face à la bourgeoisie.

En mars 2000 les enseignants se sont mobilisés pour exiger le retrait des réformes gouvernementales (réformes mettant en cause les diplômes nationaux, les garanties statutaires des personnels ...). Après le remaniement ministériel de mars 2000, un tract de la CNT mentionne le fait que « *les grévistes réclament le retrait et la refondation totale des Chartes et des mesures par les personnels eux-mêmes* ». Ce faisant, ils cautionnent la politique des appareils syndicaux allant négocier avec le gouvernement l'application des chartes et en particulier la réforme des lycées.

Par ailleurs, le leitmotiv de l'orientation des sections anarchistes est d'exiger « *la titularisation de tous les précaires, aides-éducateurs, auxiliaires, contractuels, sans condition de concours* ». C'est ne pas comprendre que les concours, en plus de mettre tous les candidats sur le même pied d'égalité, ouvrent droit à la titularisation sur un poste correspondant à une qualification reconnue par un statut général. Ce statut national limite la concurrence entre les salariés. Pire, au moment où la politique du gouvernement vise à mettre en cause les concours et statuts nationaux, c'est lui apporter une aide précieuse afin d'avancer vers le recrutement sur la base des compétences individuelles. Dans ce cadre, pour un même type d'emploi, la mise en concurrence des salariés permet d'accroître l'exploitation.

La reconnaissance des qualifications, des conventions collectives sont des acquis de la classe ouvrière qui s'est battue pour limiter la concurrence entre travailleurs, l'exploitation capitaliste. En refusant de combattre pour la défense des acquis ouvriers, les groupes anarchistes permettent à la bourgeoisie la mise en concurrence les travailleurs.

Ils mènent aussi une politique d'atomisation en prônant le développement des luttes sectorielles au détriment du combat classe contre classe pour la défense des acquis ouvriers permettant d'axer les combats des travailleurs sur la question du pouvoir. Ainsi à la Poste, en refusant d'exiger des dirigeants nationaux qu'ils dénoncent l'accord d'Aménagement Réduction du Temps de Travail, qu'ils exigent l'abrogation des lois Aubry dites des « 35 h », la CNT s'aligne sur l'orientation des dirigeants CGT, FO, de la CFDT et de SUD qui enferment les travailleurs dans des grèves locales pour une « *bonne réduction du temps de travail* ».

A l'inverse, le combat des trotskistes, dans les syndicats enseignants de la FSU, fut lors de la mobilisation du printemps de regrouper les enseignants pour qu'ils exigent des dirigeants syndicaux qu'ils reprennent les mots d'ordre sur lesquels ils s'étaient mobilisés par la grève et les manifestations :

«- *retrait des réformes*

- *défense inconditionnelle du statut*

- *retrait total du décret des lycées professionnels* ».

Pour cela, il fallait exiger des dirigeants syndicaux qu'ils appellent à la grève générale, à la manifestation à l'Assemblée Nationale. Il fallait aussi exiger qu'ils refusent de participer aux négociations avec le gouvernement, négociations visant à discuter de la réforme de destruction du statut des personnels et de la remise en cause des diplômes nationaux (en particulier le bac). La CNT, elle, exige de les discuter, de les « refonder » en associant les enseignants à l'application des réformes.

Anarchisme et émiettement, ou combat pour la construction d'une Organisation Révolutionnaire de la Jeunesse ?

Ce qu'exige la bourgeoisie c'est la destruction d'acquis essentiels du prolétariat, tant d'un point de vue économique que politique : destruction du salaire différé alimentant les caisses de Sécurité sociale et destruction de l'hôpital public (Plan Juppé et décrets Aubry), destruction des qualifications et des diplômes (Réformes Bayrou sur les Universités, réforme des lycées, de la formation professionnelle, plan Attali,...), destruction des conventions collectives et de la limitation journalière et hebdomadaire du temps de travail (lois Aubry dites des « 35h »), remise en cause de l'UNEDIC par un système d'Aide au Retour à l'Emploi qui détruit l'assurance chômage comme expression organisée de la solidarité ouvrière à l'égard des travailleurs victimes du chômage.

Pour tenter de résister à ces offensives, la classe ouvrière se sert des organisations qu'elle a créées : en 1997, par exemple, pour balayer le gouvernement Juppé-Chirac qui menait une politique anti-ouvrière, elle a élu une majorité de députés du PS et du PCF à l'Assemblée Nationale. Contre ce vote, s'est formé un gouvernement d'allégeance à Chirac et de coalition avec des organisations bourgeoises (Radicaux-Verts-Citoyens).

Aujourd'hui, le gouvernement Jospin mène une politique dictée par les exigences de la bourgeoisie : diminuer drastiquement la valeur de la force de travail, ce qui nécessite de rogner sur tous les acquis ouvriers (Sécurité sociale, chômage, diplômes, statuts, conventions collectives, qualifications, ...).

Pourtant il se heurte à la résistance des travailleurs (mobilisations des enseignants, des agents des impôts). Comment se fait-il que le gouvernement puisse mettre en œuvre sa politique? Il s'appuie sur le soutien des directions syndicales qui ne cessent de collaborer à l'élaboration et la mise en place de toutes les réformes, lois, décrets de destruction des acquis ouvriers. Il n'y a qu'à prendre l'exemple de l'assurance chômage : les dirigeants confédéraux (avec l'appui des dirigeants fédéraux) n'ont cessé de négocier avec le MEDEF et le gouvernement la réforme-destruction de l'UNEDIC. Sans la participation des confédérations syndicales, la bourgeoisie n'avait pas les moyens politiques de mettre en cause un tel acquis. Le système d'assurance chômage reposait sur le fait que ce sont les patrons qui sont les seuls responsables du chômage et donc qui doivent indemniser les chômeurs. Le PARE rend aujourd'hui le chômeur responsable de son « employabilité », chaque salarié doit se rendre disponible pour l'exploitation capitaliste.

Si on ne s'occupe pas de politique, la classe dirigeante et exploiteuse, son État et ses valets s'occupent quant à eux de notre avenir. Mais sur quelles perspectives faut-il aujourd'hui combattre afin d'offrir une issue politique aux mobilisations de la jeunesse, des travailleurs ?

Il faut rappeler que la discussion que nous avons ouverte sur l'anarchisme intervient alors que le capitalisme a été restauré en URSS, qu'il n'existe plus d'Internationale Ouvrière Révolutionnaire (IOR) et qu'aucun Parti Ouvrier Révolutionnaire (POR) n'a été à ce jour construit en France (ni dans aucun autre pays).

La restauration du capitalisme en URSS a entraîné un recul politique du prolétariat et de la jeunesse quant au but politique à assigner à leur combat. Faut-il combattre pour le socialisme, combattre pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière ?

Alors que depuis la victoire d'octobre 1917 jusqu'aux années 80, la réponse était acquise, plus ou moins confusément mais acquise, aujourd'hui, dans leur grande masse, les travailleurs et jeunes hésitent à répondre positivement à ces questions.

Cette hésitation est le produit de la dislocation de l'URSS et de l'activité contre-révolutionnaire des partis ouvriers bourgeois (PS et PCF) flanqués des appareils syndicaux, qui défendent ouvertement les intérêts et l'ordre bourgeois. La restauration du capitalisme en URSS leur permet d'affirmer ouvertement qu'il n'y a pas d'autre issue que le capitalisme, qu'il faut l'aménager (c'est à dire permettre à ce système de production historiquement dépassé de se survivre). Le débousolage politique des travailleurs et des jeunes est le produit également de la crise de la direction révolutionnaire, de la liquidation de la IVème Internationale (sur laquelle nous pourrons revenir lors d'un autre cercle).

La résurgence des groupes anarchistes contribue à ce débousolage. En effet, au combat contre le gouvernement, au combat pour la prise du pouvoir par le prolétariat, pour l'expropriation du capital, pour l'instauration d'un Etat ouvrier et l'organisation de la production sous contrôle ouvrier en fonction des besoins des masses, les groupes anarchistes opposent l'autogestion de la petite bourgeoisie.

A ce propos le journal de la CNT Combat syndicaliste qui donne dans un supplément du 25/04/00 Autre futur le point de vue d'une de ses militante dans l'enseignement est éclairant : « *En choisissant de militer à la CNT, je m'engage à pratiquer autrement (pédagogie coopérative), à tenter de convaincre mes collègues de travailler ensemble puis autrement, à mettre en place, par exemple, des instances de décision et de régulation avec enfants et adultes (enseignants, ATOSS, ATSEM, parents ...)* ».

Dans le même journal, la CNT se présente ainsi : « *Par leurs pratiques de lutte et auto-organisation, les militant(e)s de la CNT marquent leur farouche volonté d'unifier et de réunifier le tissu social et de ne pas s'enfermer dans le cadre étroit du corporatisme* ».

Ce que nous propose la CNT c'est finalement de marcher dans le même sens que le gouvernement et la bourgeoisie qui mettent en avant des arguments pédagogiques pour masquer le contenu réel de leurs réformes. En mars 2000, les enseignants ont combattu ces réformes parce qu'en réalité elles avancent vers la liquidation des statuts et la destruction des diplômes nationaux. Il ne peut y avoir d'autres formes de « régulation » de l'enseignement dans le cadre de la société bourgeoise si ce n'est celles qui visent à casser les statuts unifiant le corps enseignant. Les anarchistes invitent les enseignants, dans le cadre des réformes gouvernementales, à participer à leur mise en place dans « des instances de décision ». Ils condamnent également le « corporatisme » enseignant, celui tant décrié par la bourgeoisie, c'est-à-dire les acquis ouvriers, les acquis des enseignants qui limitent l'exploitation capitaliste, celle de l'Etat-patron. Par ce biais, ils interdisent le combat classe contre classe en défense des intérêts du prolétariat. En voulant, « unifier et réunifier le tissu social », la CNT sert l'objectif affiché par Chirac (« réduire la fracture sociale »), par Jospin (le « dialogue social ») : avancer vers la collaboration des classes, leur association, c'est-à-dire la prise en charge par les dirigeants des organisations ouvrières de la gestion de la société bourgeoise.

Les intérêts de la classe ouvrière sont fondamentalement contradictoires et inconciliables avec ceux de la bourgeoisie. C'est pourquoi, les militants de Révoltes combattent pour que les dirigeants des syndicats et des partis ouvriers réalisent le Front unique ouvrier en défense des intérêts de la classe ouvrière.

Ce combat est concomitant avec la construction d'une Organisation Révolutionnaire de la Jeunesse qui participe aux côtés du prolétariat et de ses organisations, à la centralisation des forces contre la bourgeoisie et son Etat, pour la prise du pouvoir par la majorité travailleuse, pour son émancipation.